

**AVIS DE SUIVI SUR LE PROJET
D'INSTRUMENT JURIDIQUEMENT
CONTRAINANT SUR LES
SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES
ET AUTRES ENTREPRISES ET LES
DROITS DE L'HOMME**

15 OCTOBRE 2020



***L'Avis de suivi sur le projet d'instrument juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'Homme a été adopté lors de l'Assemblée plénière du 15 octobre 2020.
(Adoption : 37 voix « pour » et 5 abstentions)***

RÉSUMÉ

La CNCDH a examiné le second projet révisé d'instrument international juridiquement contraignant visant à réglementer, en droit international des droits de l'Homme, les activités des sociétés transnationales et autres entreprises, publié en août 2020. Elle souligne les améliorations apportées quant à son champ d'application ainsi qu'à son articulation avec le droit international et salue le renforcement de la protection des victimes et de l'accès aux voies de recours. Elle attire toutefois l'attention sur d'importantes lacunes qui subsistent, sur l'affaiblissement de la formulation de l'obligation de vigilance et sur le besoin d'une meilleure articulation entre les responsabilités civile, pénale et administrative.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	p.4
De nettes améliorations quant au champ d'application et à l'articulation avec le droit international	p.5
Des modifications en demi-teinte de l'obligation de vigilance et de la responsabilité juridique	p.8
Du renforcement de la protection des victimes et de l'accès aux voies de recours	p.11
Recommandations de la CNCDH	p.16
Annexe 1 : Liste des personnes auditionnées ou consultées	p.18
Annexe 2 : Texte du projet d'instrument juridique contraignant sur les sociétés transnationales, et les autres sociétés, et les droits de l'Homme	p.19

INTRODUCTION

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) salue la publication d'un second projet révisé d'instrument juridiquement contraignant¹ sur les sociétés transnationales et autres entreprises en matière de droits de l'Homme par le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée (OEIGWG), le 6 août 2020². Elle regrette toutefois à nouveau l'absence de traduction du second projet révisé dans les six langues officielles des Nations unies³, qui constitue un obstacle à l'accessibilité, à la compréhension et à l'appropriation de l'instrument par les États ainsi que l'ensemble des parties prenantes susceptibles d'être concernées (dont les entreprises, les syndicats, la société civile, les victimes de violation de leurs droits par une entreprise)⁴. Pour les mêmes raisons, elle attire également l'attention sur l'importance de garantir la participation de toutes les parties prenantes à la sixième session du groupe de travail intergouvernemental ainsi que les services d'interprétariat appropriés, quel que soit le format retenu en raison de la crise sanitaire actuelle.

La CNCDH se félicite de la prise en compte de plusieurs des recommandations formulées tant à propos de la « version zéro » de 2018 que du projet révisé d'instrument juridiquement contraignant de 2019 afin de contribuer à un instrument de qualité qui concourt au renforcement, à l'échelle universelle, de la protection des droits de l'Homme dans le contexte des activités des entreprises⁵. Des références bienvenues ont été ajoutées dans le Préambule, notamment à la *Déclaration tripartite de principes concernant les entreprises multinationales et la politique sociale de l'Organisation internationale du travail* (OIT)⁶, à la *Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'Homme*⁷ ou à la nécessaire inclusion d'une perspective de genre ; mais leur

1. La forme de cet instrument juridiquement contraignant (hard law) sera précisée en cours de négociations (pacte, convention, traité, etc.).

2. Cf. l'annexe 2.

3. La CNCDH remercie l'Organisation internationale de la Francophonie d'avoir fait circuler une traduction de courtoisie du second projet révisé de l'instrument international juridiquement contraignant en français.

4. La CNCDH avait déjà formulé ce regret à trois reprises : [CNCDH, Avis sur le projet d'instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'Homme, Assemblée plénière du 15 octobre 2019, JORF n°0244 du 19 octobre 2019, texte n°86](#) ; [CNCDH, Déclaration sur l'adoption d'un instrument international contraignant sur les entreprises et les droits de l'Homme, Assemblée plénière du 5 octobre 2018, JORF n°0238 du 14 octobre 2018, texte n° 100](#) ; [CNCDH, Contribution au projet de traité contraignant sur les entreprises et les droits de l'Homme, adoptée le 29 avril 2019](#).

5. Ibid.

6. OIT, *Déclaration tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale de l'OIT*, 5ème édition, mars 2017.

7. Assemblée générale, *Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales universellement reconnus*, 9 mars 1998 (A/RES/53/144).

caractère sélectif reste problématique⁸. Le second projet révisé d'instrument apporte également des améliorations quant à son champ d'application et son articulation avec le droit international et les droits nationaux. De même, la CNCDH salue le renforcement de la protection des victimes et de l'accès aux voies de recours. Toutefois, le second projet révisé d'instrument manque l'opportunité d'apporter des améliorations supplémentaires, en particulier quant à la définition du contenu du devoir de vigilance et au partage des responsabilités entre les États et les entreprises. En outre, il comporte, à certains égards, des régressions par rapport au projet révisé de 2019. Sans que le présent avis ait vocation à présenter une analyse exhaustive du second projet révisé d'instrument juridiquement contraignant, la Commission souhaite attirer l'attention sur les points qui suivent.

DE NETTES AMÉLIORATIONS QUANT AU CHAMP D'APPLICATION ET À L'ARTICULATION AVEC LE DROIT INTERNATIONAL

La nouvelle version du projet d'instrument juridiquement contraignant confirme l'élargissement de son champ d'application en affirmant plus clairement qu'il s'applique à toutes les entreprises, y compris, sans s'y limiter, à celles ayant un caractère transnational et les autres entreprises qui ont des activités commerciales à caractère transnational (article 3§1). Cette ouverture est accompagnée de la possibilité pour les États de prévoir des mesures incitatives et d'autres mesures afin de faciliter la conformité avec les obligations de prévention prévues dans le projet d'instrument pour les petites et moyennes entreprises exerçant des activités commerciales (article 6§4)⁹.

La CNCDH accueille avec satisfaction la référence expresse aux entreprises

8. L'on peut par exemple s'interroger sur la seule référence à la *Convention n°190 de l'OIT concernant l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail*, adoptée le 10 juin 2019; voir également les remarques formulées à propos de la référence aux neuf principaux instruments relatifs aux droits de l'Homme dans l'avis précité de la CNCDH du 15 octobre 2019. De même, la référence au droit international humanitaire pourrait être renforcée par un rappel de l'article 1 commun aux *Conventions de Genève* du 12 août 1949, applicables en temps de conflit armé et universellement ratifiées.

9. Ceci était déjà le cas du projet révisé d'instrument juridiquement contraignant dans sa version du 16 juillet 2019 : CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument international juridiquement contraignant...*, op. cit., §5.

publiques¹⁰. La mention des activités des entreprises « à but lucratif » (for profit) devrait toutefois être supprimée afin de garantir leur inclusion effective dans le champ d'application du projet d'instrument¹¹. En outre, le texte gagnerait à mieux définir la responsabilité de l'État en tant qu'acteur économique¹², conformément au principe 4 des *Principes directeurs des Nations unies relatifs aux droits de l'Homme et aux entreprises* (Principes Ruggie) qui invite les États à prendre des mesures de protection contre les violations des droits de l'Homme commises par des entreprises qui leur appartiennent ou sont contrôlées par eux¹³.

La CNCDH se félicite de ce que l'expression de « relations d'affaires » (« business relationship ») ait remplacé celle de « relations contractuelles » (« contractual relationship ») dans la nouvelle version du projet d'instrument juridiquement contraignant, ce qui renforce sa cohérence avec le droit international positif¹⁴. Elle recommande une clarification de la formulation de l'article 1§5 afin de s'assurer de l'inclusion des rapports entre les sociétés mères et leurs filiales¹⁵ et plus largement de tous les maillons des chaînes d'approvisionnement mondiales.

La conception systémique des droits de l'Homme retenue par le projet d'instrument est confirmée : sont couverts tous les droits de l'Homme et libertés fondamentales

10. Article 1§3 (cf. annexe 2). Le projet révisé de 2019 avait retenu une formulation permettant de ne plus exclure les activités publiques de son champ d'application, mais n'y faisait pas référence expressément (CNCDH, Avis sur le projet d'instrument international juridiquement contraignant..., op. cit., p. 7). Le second projet révisé d'instrument juridiquement contraignant fait également une référence expresse aux consortium ou groupements d'entreprises (« joint ventures ») (article 1§3 et §5).

11. Article 1§3 (cf. annexe 2).

12. Le second projet révisé d'instrument juridiquement contraignant mentionne expressément les entreprises publiques, mais contient ensuite très peu de dispositions concernant le rôle de l'État en tant qu'acteur économique ou dans ses relations avec les entreprises.

13. Le principe 4 des Principes Ruggie mentionne également les entreprises qui « reçoivent un soutien et des services conséquents d'organismes publics tels que des organismes de crédit à l'exportation et des organismes officiels d'assurance ou de garantie des investissements » : [Conseil des droits de l'Homme, Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme : mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations Unies, 21 mars 2011, A/HRC/17/31](#).

14. La CNCDH avait formulé une recommandation en ce sens dans son avis de 2019 (CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument...*, 15 octobre 2019, op. cit., recommandation n°3). Elle rappelait que les *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales* de 2011 emploient la notion de « relation d'affaires » ; les *Principes Ruggie* (principe 17) et la *Déclaration tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale* de l'OIT de 2017 celle de « relations commerciales » – notions traduites en anglais par « business relationship » (CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument...*, 15 octobre 2019, op. cit., §6).

15. Au stade actuel, l'article 1§5 définit les activités des entreprises (« business activities ») comme « toute relation entre des personnes physiques ou morales pour la conduite d'activités commerciales » (cf. annexe 2, nous soulignons).

internationalement reconnus¹⁶. La CNCDH note avec satisfaction la mention du droit international coutumier¹⁷ et invite à inclure expressément les droits environnementaux¹⁸ à l'article 3§3 sur le champ d'application du projet d'instrument, afin d'améliorer la cohérence des références du projet d'instrument¹⁹. Cet ajout ferait écho à la référence à l'Agenda 2030 pour le développement durable, notion qui caractérise l'interdépendance entre le développement, l'environnement et les droits de l'Homme²⁰.

La CNCDH regrette que la distinction entre « atteinte » (« abuse ») et « violation » des droits de l'Homme commis dans le contexte d'activités des entreprises ne soit pas clairement explicitée, malgré quelques changements apportés par le second projet révisé²¹. Elle considère que la notion de violation permettrait de couvrir tant les actes ou omissions des États que ceux des entreprises. En tout état de cause, si les deux termes sont conservés, elle recommande qu'ils soient systématiquement employés de manière conjointe tout au long du traité.

Les précisions apportées à la définition des victimes sont bienvenues (article 1§1). Les victimes au sens du projet d'instrument sont les personnes ou groupes de

16. Elle réitère toutefois que la référence à « tout traité fondamental relatif aux droits de l'Homme » semble exclure les traités n'ayant pas prévu d'organe conventionnel pour leur suivi (article 3§3, nous soulignons) (CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument juridique contraignant...*, *op. cit.*, 15 octobre 2019, p. 6). En outre, elle estime que la mention « auxquels un État est partie » est inutile s'agissant des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail dans la mesure où tous les États membres de l'OIT ont accepté les « principes et droits » exprimés et développés dans les conventions reconnues comme fondamentales en adhérant à l'OIT (*Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi*, adoptée par la Conférence internationale du travail à sa 86ème session, Genève, 18 juin 1998 (annexe révisée le 15 juin 2010).

17. Le droit international coutumier est mentionné à l'article 3§3 relatif au champ d'application du projet d'instrument, à l'article 8§9 sur la responsabilité pénale, mais reste toujours absent de l'article 14 sur l'articulation avec le droit international. La CNCDH a recommandé que la clause selon laquelle l'instrument ne porte pas atteinte aux dispositions plus favorables au respect, à la promotion, à la protection et à la réalisation des droits de l'Homme dans le cadre des activités d'entreprises et à la garantie de l'accès aux voies de recours des victimes qui pourraient être contenues dans la législation interne d'un État partie ou dans tout autre traité ou accord régional ou international en vigueur pour celui-ci inclue également les obligations internationales non conventionnelles (CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument juridiquement contraignant...*, *op. cit.*, recommandation n°19).

18. Tel que développés notamment par la CNCDH dans son [Avis sur le développement, l'environnement et les droits de l'Homme, Assemblée plénière du 16 avril 2015, IORF n°0119 du 24 mai 2015, texte n°50](#) et par les Principes-cadres relatifs aux droits de l'Homme et à l'environnement du rapporteur spécial John H. Knox ([Rapport du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'Homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable, A/73/188, 19 juillet 2018](#)). Voir également le rapport du rapporteur spécial David R. Boyd, A/74/161, 19 juillet 2019 ou son rapport sur les bonnes pratiques (A/HRC/43/53, 30 décembre 2019).

19. Le second projet révisé d'instrument juridiquement fait référence à différents endroits aux droits environnementaux (ou standards), en particulier à l'article 1§2 dans sa définition des atteintes aux droits de l'Homme (cf. annexe 2).

20. À ce propos, voir : CNCDH, *Avis sur le développement, l'environnement et les droits de l'homme*, 16 avril 2015, *op. cit.*, en particulier les développements en lien avec les Principes Ruggie (pp. 12 et s.).

21. CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument juridique contraignant...*, *op. cit.*, 15 octobre 2019, §5.

personnes qui ont subi un dommage - dont les types sont précisés²² - constituant une violation de leurs droits, résultant d'actes ou d'omissions dans le contexte d'activités d'entreprises. De même, la CNCDH salue l'inclusion des personnes qui ont subi un préjudice à raison de l'assistance apportée à ces victimes ou en intervenant afin d'éviter la victimisation, qui comprend notamment les défenseurs des droits²³, avocats, représentants syndicaux ou représentants de communautés. Elle réitère toutefois sa recommandation selon laquelle la notion de « proches » (« relatives ») soit préférée à celle de « famille immédiate » ou « personnes à charge de la victime directe » (« immediate family members or dependents of the direct victim »)²⁴.

La CNCDH salue l'obligation explicite d'interpréter et d'appliquer les accords internationaux et régionaux existants et futurs, y compris les accords de commerce et d'investissement, d'une manière compatible avec leurs obligations en vertu du présent projet d'instrument et de toute autre convention ou instrument en matière de droits de l'Homme (article 14§5)²⁵. Elle réitère sa recommandation d'élargir la formulation de cette disposition également aux obligations internationales non conventionnelles²⁶. La CNCDH s'interroge par ailleurs sur l'ajout de la mention que l'instrument ne porte pas atteinte aux droits et obligations des États parties découlant de l'immunité de l'État (article 14§4) en termes d'accès à la justice pour les victimes de violations des droits de l'Homme dans le contexte des activités des entreprises.

DES MODIFICATIONS EN DEMI-TEINTE DE L'OBLIGATION DE VIGILANCE ET DE LA RESPONSABILITÉ JURIDIQUE

Le second projet révisé d'instrument apporte quelques précisions sur les obligations à la charge des États au titre de la prévention. Ceux-ci « doivent réglementer efficacement les activités de toutes les entreprises domiciliées sur leur territoire ou juridiction, y compris celles ayant un caractère transnational ». À cette fin, ils doivent

22. Sont visés notamment les dommages physiques ou mentaux, la souffrance morale ou la perte économique (article 1§1).

23. Le rôle des défenseurs des droits devrait toutefois être reconnu également dans la disposition portant sur la prévention (article 6) afin de ne pas le cantonner à celui de victimes potentielles.

24. La CNCDH avait déjà recommandé l'usage de la notion de « proches » en se référant à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées du 20 décembre 2006 (CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument juridique contraignant...*, *op. cit.*, 15 octobre 2019, §9).

25. CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument juridique contraignant...*, *op. cit.*, 15 octobre 2019, recommandation n°20.

26. Cet élargissement est également recommandé à propos de la clause selon laquelle l'instrument ne porte pas atteinte aux dispositions plus favorables au respect, à la promotion, à la protection et à la réalisation des droits de l'homme dans le cadre des activités d'entreprises et à la garantie de l'accès aux voies de recours des victimes (nouvel article 14§3) (*Ibid.*, §21, recommandation n°19).

prendre toutes les mesures juridiques et politiques nécessaires pour s'assurer que les entreprises sur leur territoire, sous leur juridiction ou autrement sous leur contrôle, respectent les droits de l'Homme internationalement reconnus et préviennent et atténuent les [violations des] droits de l'Homme par le biais de leurs opérations » (article 6§1)²⁷. La CNCDH regrette toutefois l'affaiblissement de la formulation des obligations de vigilance, en particulier la référence à l'« atténuation des atteintes aux droits de l'Homme ». Elle recommande de plus clairement distinguer, dans l'ensemble des dispositions du projet d'instrument²⁸, les mesures de vigilance que les États doivent imposer aux entreprises propres à identifier les risques de celles visant à prévenir les violations des droits de l'Homme²⁹.

De même, le projet d'instrument gagnerait à préciser l'articulation entre les paragraphes 2 et 3 de l'article 6 afin d'exprimer plus clairement ce que les États doivent imposer aux entreprises au titre du devoir de vigilance. En outre, elle invite à ce que la définition du contenu de l'obligation de vigilance inclue toutes les dimensions des Principes Ruggie. L'article 6§2 c) devrait ainsi par exemple être complété en prévoyant que les États doivent exiger des entreprises qu'elles surveillent l'incidence de leurs activités sur les droits de l'Homme, y compris celles dans le cadre de leurs relations d'affaires, en plus de surveiller l'effectivité des mesures de prévention et d'atténuation prises pour y remédier. Le caractère continu de l'obligation de vigilance devrait également être exprimé plus clairement³⁰.

Plusieurs points positifs sont cependant à relever, dont l'inclusion d'une perspective de genre à toutes les étapes du processus de vigilance (article 6§3b); la reconnaissance de l'impact différencié des activités des entreprises à l'égard des femmes, enfants, personnes handicapées, populations autochtones, migrants, réfugiés, déplacés internes, populations protégées en zone d'occupation ou de conflit (article 6§3c) ou la référence au consentement libre, préalable et en connaissance de cause des peuples autochtones (article 6§3d). La CNCDH recommande toutefois de préciser que le consentement des populations autochtones doit être sollicité avant le début et tout

27. Article 6§1, nous soulignons. Voir la recommandation infra relative aux termes de prévention et d'atténuation. 28. Voir les alinéas 13 et 14 du Préambule et l'article 6§1 et §2 b) et c) du second projet révisé d'instrument (annexe 2).

29. Voir en ce sens, la terminologie retenue par la loi française n°2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, qui a ajouté les articles L. 225-102-4 et L. 225-102-5 au Code de commerce (article L.225-102-4-I). Les Principes directeurs des Nations unies distinguent, parmi les politiques et procédures que les entreprises devraient mettre en place pour s'acquitter de leur responsabilité en matière de respect des droits de l'homme, l'identification de leurs incidences sur les droits de l'Homme de la prévention de ces incidences et atténuation de leurs effets (voir par exemple le principe 15). Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) distingue le fait de « détecter les risques de violation des droits garantis par le Pacte » de celui de « prévenir [leur] violation » et d'atténuer ces risques (CESCR, *Observation générale n°24 sur les obligations des États en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels dans le contexte des activités des entreprises*, 10 août 2017, E/C.12/GC/24, §16).

30. Voir le principe 17 des Principes Ruggie, la diligence raisonnable en matière de droits de l'Homme « devrait s'exercer en permanence, étant donné que les risques en matière de droits de l'homme peuvent changer à terme au fur et à mesure de l'évolution des activités et du cadre de fonctionnement de l'entreprise commerciale ».

au long du projet³¹. En outre, elle invite à détailler l'obligation de vigilance renforcée applicable dans les zones occupées ou touchées par un conflit (article 6§3 g)³² et rappelle à cet égard que le droit international des droits de l'Homme et le droit international humanitaire s'appliquent de manière complémentaire en période de conflit armé³³.

Le second projet révisé d'instrument précise que le devoir de vigilance que les États doivent imposer aux entreprises prend en considération non seulement leur taille, nature, contexte opérationnel et la sévérité des risques associés aux activités des entreprises, mais également leur secteur et localisation. La CNCDH invite à réfléchir aux conséquences d'un tel ajout de nouveaux critères de modulation du devoir de vigilance³⁴ et, en tout état de cause, à préciser l'articulation entre les deux paragraphes qui la prévoit³⁵. Elle recommande de prévoir des critères qui s'inscrivent en cohérence avec ceux mentionnés par les Principes directeurs des Nations unies.

S'agissant de l'article 8 relatif à la responsabilité, la CNCDH se félicite tout d'abord de la précision selon laquelle la vigilance en matière de droits de l'Homme n'absout pas automatiquement une personne physique ou morale exerçant des activités d'entreprise de sa responsabilité pour avoir causé ou contribué à des violations des droits de l'Homme ou manqué de les prévenir (article 8§8)³⁶.

La CNCDH note ensuite que la liste d'infractions pénales a été supprimée³⁷. L'article 8§9 apporte une clarification sur la nature de la responsabilité - pénale ou son équivalent fonctionnel - qui doit être prévue par les législations nationales des États pour les violations des droits de l'Homme qualifiées d'infractions pénales par le droit international des droits de l'Homme, y compris coutumier, ou le droit national, commises par les entreprises. Dans ce contexte, une référence explicite aux infractions

31. Voir la *Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones* adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 13 septembre 2007 (A/RES/61/295), la *Déclaration américaine sur les droits des peuples autochtones* adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains le 15 juin 2016 (AG/RES.2888 (XLVI-O/16)) ou la *Convention n°169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux* du 27 juin 1989 (non ratifiée par la France). Pour d'autres références, notamment jurisprudentielles : voir CNCDH, *La place des peuples autochtones dans les territoires ultramarins français*, Assemblée plénière du 23 février 2017, JORF n°0061 du 12 mars 2017, texte n°33.

32. Voir le principe 7 des Principes Ruggie à propos du respect des droits de l'Homme par les entreprises dans les zones touchées par des conflits. Voir également le commentaire du principe 12 des Principes Ruggie qui rappelle que dans les situations de conflit armé, les entreprises doivent respecter les normes du droit international humanitaire (p. 16).

33. Cour internationale de justice, avis consultatif du 9 juillet 2004, Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, §106.

34. Les Principes Ruggie mentionnent la taille, le risque de sévérité des impacts sur les droits de l'Homme, la nature et le contexte opérationnel, mais ni le secteur, ni la localisation des activités des entreprises (Principes directeurs, op. cit., principe 17).

35. Article 6§2 et §5 du second projet révisé d'instrument (cf. annexe 2).

36. Elle avait formulé une recommandation en ce sens : CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument...*, op. cit., 15 octobre 2019, recommandation n°13.

37. La CNCDH avait recommandé que cette liste soit complétée et non limitative : CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument...*, op. cit., 15 octobre 2019, recommandation n°12.

graves du droit international humanitaire³⁸ et aux crimes définis par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale devrait être ajoutée³⁹. Par ailleurs, le même paragraphe fait par la suite référence non seulement à la responsabilité pénale mais également à la responsabilité administrative⁴⁰. Malgré les précisions apportées par le second projet révisé d'instrument, la CNCDH constate que les responsabilités pénale, administrative, et civile, restent insuffisamment explicitées⁴¹. S'il est primordial que les trois types de responsabilité - civile, administrative ou pénale - soient mentionnés, conformément aux Principes Ruggie, ceux-ci devraient être mieux articulés.

La CNCDH accueille avec satisfaction l'insertion d'un nouveau paragraphe visant à insister sur les qualités des réparations⁴² qui doivent être prévues par le droit national pour les victimes et qui précise qu'il revient aux personnes physiques ou morales exerçant des activités commerciales d'accorder réparation à la victime si elles sont reconnues comme responsables (ou à l'État si celui-ci a déjà accordé réparation à la victime) (article 8§5). Ce paragraphe mériterait toutefois d'être complété pour intégrer, en amont, l'obligation pour les entreprises de prévoir des mesures de réparation et de coopérer avec les victimes, ainsi qu'avec les personnes, groupes, syndicats ou organisations qui leur apportent leur soutien, pour faciliter l'accès des victimes à des voies de réparations appropriées et efficaces⁴³.

DU RENFORCEMENT DE LA PROTECTION DES VICTIMES ET DE L'ACCÈS AUX VOIES DE RECOURS

La CNCDH se félicite de l'introduction d'un nouvel article sur la protection des victimes (article 5), après celui relatif à leurs droits (article 4), ainsi que d'une disposition spécifique consacrée à l'accès aux voies de recours (article 7). Cette nouvelle articulation vient renforcer la visibilité du troisième pilier des *Principes directeurs des Nations unies*⁴⁴. Le second projet révisé d'instrument précise d'ailleurs que les États parties ont l'obligation de conférer les compétences nécessaires à leurs tribunaux et mécanismes de réclamations non juridictionnels, afin de permettre aux victimes d'avoir accès à un

38. Telles que définies par les quatre *Conventions de Genève* du 12 août 1949 et complétées par le Protocole additionnel I du 8 juin 1977, qui imposent une responsabilité pénale individuelle de la personne qui les a commis ou a ordonné de les commettre (articles 49, 50, 51, 129, 130, 146 et 147 commun aux Conventions de Genève ; articles 11§4 et article 86 §§3 et 4 du Protocole additionnel I).

39. *Statut de Rome de la Cour pénale internationale* adopté le 17 juillet 1998 (A/CONF.183/9).

40. Il en va de même à l'article 8§4 (cf. annexe 2).

41. CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument...*, *op. cit.*, 15 octobre 2019, recommandation n°11.

42. Ces réparations doivent être adéquates, rapides, efficaces et tenir compte du genre (article 8§5).

43. En ce sens : CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument...*, *op. cit.*, 15 octobre 2019, recommandation n°7.

44. Le troisième pilier des Principes Ruggie porte sur les voies de recours, le procès équitable et la réparation des violations (Principes directeurs, *op. cit.*).

recours adéquat, rapide et effectif (article 7§1).

L'article 4 insiste sur plusieurs droits des victimes qui doivent être respectés par les entreprises dans le cadre de leurs activités (droit à la vie, libertés d'expression, de réunion, d'association, de circulation, droit à l'accès à la justice, à un recours effectif et à réparation, droit à la vie privée, etc.). La CNCDH salue l'ajout préalable d'un paragraphe pour rappeler que les victimes de violations des droits de l'Homme couvertes par le projet d'instrument doivent jouir pleinement de tous les droits de l'Homme et libertés fondamentales internationalement reconnus, et non uniquement de ceux mentionnés expressément. L'article 4§2 d) vient par ailleurs ajouter la possibilité pour les victimes d'introduire une action de groupe, tout en laissant une marge de manoeuvre aux États⁴⁵.

La CNCDH se félicite de ce que les dispositions portant sur la protection des victimes soient complétées et qu'un article spécifique y soit consacré, afin d'en souligner l'importance (article 5). Les États parties ont l'obligation de protéger les victimes, leurs représentants, familles et les témoins de toute ingérence dans leurs droits de l'Homme et libertés fondamentales, y compris avant, pendant et après qu'ils ont engagé une procédure (juridictionnelle ou non juridictionnelle) (article 5§1). Le second projet révisé d'instrument leur impose également de prendre des mesures adéquates et efficaces afin de garantir un environnement sûr et propice aux personnes, groupes et organisations qui promeuvent et défendent les droits de l'Homme et l'environnement, afin qu'ils puissent exercer librement leurs droits à l'abri de toute menace, intimidation, violence ou insécurité (article 5§2). La CNCDH recommande que cette disposition vise également expressément les membres des organisations syndicales. À cet égard, elle regrette que le second projet révisé ne souligne pas explicitement le rôle essentiel que jouent les organisations syndicales pour la promotion et la protection des droits de l'Homme dans le contexte des activités d'entreprises.

La CNCDH recommande par ailleurs que l'accès à l'information⁴⁶, fondamental pour la prévention et l'accès aux voies de recours et à la réparation, soit renforcé en prévoyant qu'il doit être assuré par l'État et les entreprises, en concertation notamment avec les organisations syndicales, à toutes les étapes du lancement d'un projet. Un meilleur accès à l'information doit passer par des règles de transparence⁴⁷. Dans le cadre d'une procédure, les documents internes à même de faire la lumière sur les causes d'un dommage ainsi que les processus décisionnels devraient être accessibles aux victimes et à leurs représentants.

La CNCDH note les améliorations apportées à la disposition prévoyant un possible renversement de la charge de la preuve, afin d'assurer l'accès de la victime à la justice

45. Les victimes se voient garantir le droit de soumettre des requêtes, y compris par l'intermédiaire d'un représentant ou par une action collective « dans les cas appropriés », « auprès des tribunaux et des mécanismes extrajudiciaires des États parties » (article 4§2 d).

46. Voir les articles 4§2 f), 7§2, 7§3 a) et 12 du second projet révisé d'instrument (cf. annexe 2).

47. En ce sens, voir le principe 21 des Principes Ruggie.

et aux voies de recours en matière civile (article 7§6), en particulier la suppression de la mention « sous réserve du droit interne »⁴⁸. La nouvelle rédaction insère toutefois une référence peu claire aux « obligations de l'État de droit » et préserve une importante marge d'appréciation des États, dont les lois nationales « peuvent » prévoir un tel renversement de la charge de la preuve « dans des cas appropriés ». En outre, il est regrettable que ne soit plus envisagée la possibilité pour les juges, selon les circonstances, de renverser la charge de la preuve⁴⁹. La CNCNDH invite à renforcer cette disposition en précisant les conditions dans lesquelles la charge de la preuve peut être renversée⁵⁰.

La CNCNDH regrette la nouvelle formulation relative aux frais de justice (article 7§3 e) qui constitue une régression par rapport à la version précédente, qu'elle invitait pourtant déjà à renforcer. L'article 7§3 e) n'oblige plus les États qu'à « veiller à ce que les règles relatives à la répartition des frais de justice à l'issue des procédures judiciaires n'imposent pas une charge injuste et déraisonnable aux victimes », quand l'ancien article 4§12 e) prévoyait que les victimes qui n'ont pas obtenu réparation devraient être dispensées du remboursement des frais de justice de l'autre partie de la procédure en cas d'absence ou d'insuffisance de leurs ressources économiques. La Commission recommande au contraire, conformément à l'Observation générale n°24 du CESCR, de prévoir que tant que l'action n'est pas vexatoire, abusive (notion d'allégation plausible, « arguable claim »), les requérants déboutés ne se voient pas imputer par le juge les coûts de la procédure⁵¹.

Par ailleurs, la CNCNDH se félicite de plusieurs ajouts essentiels apportés s'agissant de la compétence juridictionnelle, qui contribuent à remédier aux dénis de justice. En premier lieu, le second projet révisé d'instrument prévoit l'interdiction du forum non conveniens⁵². En second lieu, la CNCNDH salue l'introduction de l'exception de connexité (article 9§4)⁵³. Elle recommande toutefois de supprimer l'exigence d'un lien

48. La CNCNDH avait déjà évoqué l'importance de la possibilité d'un renversement de la charge de la preuve en matière civile, notamment en cas de rapports de force particulièrement inégaux entre les auteurs et les victimes de violations des droits de l'Homme (CNCNDH, *Avis sur le projet d'instrument...*, op. cit., 15 octobre 2019, §15).

49. Article 4§16 du projet révisé d'instrument juridiquement contraignant (version de 2019).

50. CNCNDH, *Avis sur le projet d'instrument...*, op. cit., 15 octobre 2019, recommandation n°10.

51. CNCNDH, *Avis sur le projet d'instrument...*, op. cit., 15 octobre 2019, §14 et recommandation n°9 ; CESCR Observation générale n°24..., op. cit., 10 août 2017, E/C.12/GC/24, §44.

52. Voir la recommandation n°16 de l'avis de la CNCNDH du 15 octobre 2019, op. cit. L'article 9§3 prévoit en effet que lorsque les victimes choisissent de porter une requête devant un tribunal conformément à l'article 9§1, la compétence est obligatoire et que les tribunaux ne peuvent donc pas la rejeter sur la base du forum non conveniens (article 9§3). L'article 7§5 insiste sur ce point en prévoyant que les États parties doivent veiller à ce que le principe du forum non conveniens ne soit pas utilisé par leurs tribunaux pour rejeter des procédures judiciaires légitimes engagées par les victimes (cf. annexe 2).

53. Les tribunaux doivent être compétents pour connaître des requêtes contre des personnes morales ou physiques non domiciliées sur le territoire de l'État du for, si la requête est étroitement liée à une plainte contre une personne morale ou physique domiciliée sur le territoire de l'État du for (article 9§4).

« étroit »⁵⁴. Elle regrette également que la question d'une pluralité des défendeurs reste absente du projet, alors que cette configuration est courante en pratique⁵⁵. L'inclusion du for de nécessité est en revanche bienvenue (article 9§5)⁵⁶. La CNCDH recommande toutefois de supprimer l'exigence d'un lien « suffisamment étroit », celle d'un « lien » devant suffire à faire jouer le forum necessitatis⁵⁷.

D'autres modifications ont été apportées à la disposition relative à la compétence juridictionnelle et à celle relative au droit applicable. L'article 9§1 confère la compétence à l'égard des actions présentées par les victimes, quels que soient leur nationalité ou lieu de domicile, pour les actes ou omissions ayant entraîné ou pouvant engendrer des violations des droits de l'Homme, aux tribunaux dans l'État duquel sont survenus ces violations, se sont produits ces actes ou omissions ou sont domiciliées les personnes physiques ou morales présumées les avoir commis dans le cadre de leurs activités commerciales. Un nouveau titre de compétence est ainsi ajouté : celui des tribunaux du lieu de réalisation de l'acte ou de l'omission contribuant à la violation des droits de l'Homme (article 9§1b). La CNCDH note en revanche la suppression de la compétence des tribunaux du lieu du domicile de la victime, alors que celle-ci participe à la lutte contre l'impunité pour les violations des droits de l'Homme⁵⁸. Elle salue toutefois la nouvelle définition retenue de la domiciliation, qui fait référence notamment au lieu du « principal établissement » de l'entreprise, davantage conforme au droit international existant, plutôt qu'à celui où elle détient des « intérêts commerciaux substantiels »⁵⁹. En outre, la CNCDH recommande que le second projet révisé d'instrument prévoie que le choix quant au droit applicable revienne à la victime ou à ses représentants, conformément aux modalités qu'il envisage (article 11§2)⁶⁰.

54. La CNCDH renvoie à la définition suivante des « demandes connexes » : Association de droit international, *Lignes directrices de Sofia sur les meilleures pratiques en matières d'actions civiles pour violation des droits de l'homme*, annexées à la résolution 2/2012, article 2.2. Cf. échanges avec Juliette Renaud (8 octobre 2020).

55. CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument...*, *op. cit.*, 15 octobre 2019, recommandation n°14.

56. Une telle compétence doit également être prévue pour connaître des requêtes contre des personnes morales ou physiques non domiciliées sur le territoire de l'État du for « *si aucune autre instance effective garantissant un procès équitable est disponible* » et qu'existe un « *lien suffisamment étroit avec l'État partie concerné* » (article 9§5).

57. Consultation de Catherine Kessedjan, 8 octobre 2020. Pour une définition du forum necessitatis, voir les *Lignes directrices de Sofia*, *op. cit.*, article 2.3.

58. CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument...*, *op. cit.*, 15 octobre 2019, §17.

59. L'article 9§2 remplace la notion de « *substantial business interests* », par celle de « *principal place of business* », qui se rapproche davantage de la notion de « *principal établissement* » retenue par le Règlement de Bruxelles I bis de l'Union européenne (Règlement (UE) n°1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte), article 63 c) et par l'Observation générale n°16 sur les obligations des États concernant les incidences du secteur des entreprises sur les droits de l'enfant du Comité des droits de l'enfant (CRC/C/GC/16, 17 avril 2013) : cf. CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument...*, *op. cit.*, 15 octobre 2019, §17.

60. La CNCDH avait formulé une recommandation en ce sens dans son avis de 2019, *op. cit.*, recommandation n°17. La formulation selon laquelle les « *questions de fond relatives [aux droits de l'Homme] concernant les recours devant la juridiction compétente* » peuvent être régies par le droit d'un autre État, « *à la demande de la victime d'une [violation des droits de l'Homme] liée à une activité commerciale ou de ses représentants* » n'est en effet pas suffisamment claire (article 11§2).

Des précisions sont également apportées en ce qui concerne les délais de prescription (article 10). La CNCDH salue la suppression de la référence ambiguë au 'international qui constituent les « crimes les plus graves touchant la communauté internationale dans son ensemble »⁶¹. S'agissant des enquêtes et de l'enclenchement des poursuites ou d'autres procédures judiciaires pour les autres violations des droits de l'Homme pour lesquelles les États parties doivent laisser un « délai raisonnable », la nouvelle rédaction de l'article 10 insiste sur les cas dans lesquels les violations ont été commises dans un autre État ou lorsque le dommage ne peut être identifié qu'après une longue période. La CNCDH rappelle qu'elle recommande que le « délai raisonnable » devrait également être interprété de manière à prévoir un délai suffisamment long et proportionné à la gravité de la violation alléguée⁶².

Enfin, la CNCDH salue la mention du rôle des États pour promouvoir une coopération technique effective et le renforcement des capacités entre les décideurs politiques, les institutions nationales des droits de l'Homme, les entreprises ainsi que les personnes ayant recours aux mécanismes de réclamation, afin de réaliser les objectifs du projet d'instrument (article 13§2). Elle se déclare prête à apporter son concours à cette fin.

La Commission réitère son appui aux négociations pour un instrument juridiquement contraignant visant à réglementer les activités des sociétés transnationales et autres entreprises en matière de droits de l'Homme. Elle encourage à nouveau la France à jouer un rôle moteur et à mobiliser ses partenaires européens et l'Union européenne pour des négociations constructives et inclusives lors de la sixième session du groupe de travail intergouvernemental qui se déroulera du 26 au 30 octobre 2020.

61. La CNCDH attirait l'attention sur le fait que les références de l'instrument au droit interne des États doivent s'interpréter conformément au droit international général et ne peuvent en aucun cas signifier une subordination de cet instrument au droit interne (CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument...*, *op. cit.*, 15 octobre 2019, recommandation n°21).

62. CNCDH, *Avis sur le projet d'instrument...*, *op. cit.*, 15 octobre 2019, §19.

RECOMMANDATIONS DE LA CNCDH

Recommandation n°1 : La CNCDH recommande de veiller à ce que les prochaines versions du projet d'instrument juridiquement contraignant soient traduites dans les langues officielles des Nations unies, notamment le français, afin de garantir leur accessibilité, compréhension et appropriation par tous.

Recommandation n°2 : La CNCDH recommande de supprimer la mention des activités des entreprises « à but lucratif » (« for profit ») à l'article 1§3 afin de garantir l'inclusion effective des entreprises publiques dans le champ d'application du traité. Elle recommande également de définir avec plus de précision la responsabilité de l'État en tant qu'acteur économique conformément au principe 4 des *Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme* (Principes Ruggie).

Recommandation n°3 : La CNCDH recommande de clarifier la formulation de l'article 1§5 afin de s'assurer de l'inclusion des rapports entre les sociétés mères et leurs filiales et plus largement de tous les maillons des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Recommandation n°4 : La CNCDH recommande d'inclure expressément une référence aux droits environnementaux à l'article 3 relatif au champ d'application du projet d'instrument.

Recommandation n°5 : La CNCDH recommande de n'employer que le terme de « violation » dans le projet d'instrument ou, à défaut, d'employer systématiquement les termes d'« atteinte » et de « violation » de manière conjointe tout au long du traité.

Recommandation n°6 : La CNCDH recommande de préférer la notion de « proches » à celle de « famille immédiate » ou « personnes à charge de la victime directe », conformément à la Convention sur les disparitions forcées (article 1§1).

Recommandation n°7 : La CNCDH recommande que la clause selon laquelle l'instrument ne porte pas atteinte aux dispositions plus favorables et celle relative à l'obligation d'interprétation et d'application conformes incluent également les obligations internationales non conventionnelles (article 14§3 et §5).

Recommandation n°8 : La CNCDH recommande d'améliorer la définition du contenu de l'obligation de vigilance, en séparant clairement les objectifs de prévention des violations des droits de l'Homme d'une part, d'atténuation des risques d'autre part. La définition du contenu de l'obligation de vigilance devrait également reprendre toutes les dimensions développées par les *Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme*, en exprimant notamment plus clairement son caractère continu.

Recommandation n°9 : La CNCDH recommande de formuler plus clairement ce que les États doivent imposer aux entreprises, y compris aux entreprises publiques, comme mesures de vigilance raisonnable propres à identifier les risques et à prévenir les violations des droits de l'Homme.

Recommandation n°10 : La CNCDH recommande de préciser que le consentement, libre, préalable et en connaissance de cause, des peuples autochtones qui doit être sollicité le soit avant le début et tout au long du projet envisagé par l'entreprise (article 6 §3d).

Recommandation n°11 : La CNCDH recommande d'harmoniser les critères de modulation de l'obligation de vigilance énoncés par le second projet révisé d'instrument avec ceux mentionnés par les *Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme*.

Recommandation n°12 : La CNCDH souligne la nécessité d'explicitier davantage les responsabilités civiles, administratives et pénales et de mieux les articuler.

Recommandation n°13 : La CNCDH recommande de souligner explicitement le rôle essentiel que jouent les organisations syndicales pour la promotion et la protection des droits de l'Homme dans le contexte des activités des entreprises. À cet effet, elle préconise d'inclure également l'obligation des États de garantir un environnement sûr et propice à l'exercice des fonctions syndicales (article 5§2).

Recommandation n°14 : La CNCDH recommande de prévoir que l'accès à l'information doit être assuré par l'État et les entreprises, à toutes les étapes du lancement d'un projet, ainsi que dans le cadre de procédures portées par des victimes pour des violations couvertes par l'instrument.

Recommandation n°15 : La CNCDH invite à renforcer l'article 7§6 en précisant les conditions dans lesquelles la charge de la preuve peut être renversée.

Recommandation n°16 : La CNCDH recommande de modifier l'article 7 §3 e) de façon à prévoir que tant que l'action n'est pas vexatoire ou abusive, les requérants déboutés ne seront pas tenus de rembourser les frais de justice de l'autre partie à la procédure.

Recommandation n°17 : La CNCDH recommande de modifier les formulations des dispositions relatives à l'exception de connexité (article 9§4) et au for de nécessité (article 9§5) afin de supprimer l'exigence d'un lien « étroit » ou « suffisamment étroit ».

Recommandation n°18 : La CNCDH encourage à nouveau à reprendre l'ensemble des travaux sur les mécanismes de suivi et à veiller à ce que leur soient attribués les moyens financiers, humains et juridiques nécessaires à leur fonctionnement efficace.

ANNEXE 1 : LISTE DES PERSONNES AUDITIONNÉES OU CONSULTÉES

Hocine BOUTATA, rédacteur à la Mission régulation et concurrence équitable. RSE - OIT - Régulation sociale de la mondialisation, Direction de la diplomatie économique, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (5 octobre 2020).

Catherine KESSEDJAN, professeur émérite en droit privé, spécialiste en droit international privé, arbitrage et entreprises et droits de l'Homme, à Université Panthéon-Assas (Paris II) (8 octobre 2020).

Arnaud de NANTEUIL, professeur, directeur du LL.M. contentieux international des affaires, Université Paris-Est Créteil (8 octobre 2020).

Juliette RENAUD, responsable de campagne, Régulation des multinationales, Les Amis de la Terre France (8 octobre 2020).

Odile ROUSSEL, représentante spéciale chargée de la bioéthique et de la responsabilité sociale des entreprises, Direction générale de la mondialisation, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (5 octobre 2020).

Adelin ROYER, sous-directeur adjoint, Sous-direction des droits de l'Homme, Direction des Nations Unies et des organisations internationales, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (5 octobre 2020).

Chloé STEVENSON, Chargée de campagne Dignité au travail et Régulation des multinationales, ActionAid France – Peuples Solidaires (8 octobre 2020).

Dimitri TOUREN, conseiller, Sous-direction des droits de l'Homme, Direction des Nations Unies et des organisations internationales, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (5 octobre 2020).

ANNEXE 2 : TEXTE DU PROJET D'INSTRUMENT JURIDIQUE CONTRAIGNANT SUR LES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES, ET LES AUTRES SOCIÉTÉS, ET LES DROITS DE L'HOMME

Legally binding instrument to regulate, in international human rights law, the activities of transnational corporations and other business enterprises, OEIGWG Chairmanship second revised draft 06.08.2020

Preamble

The State Parties to this (Legally Binding Instrument),

Reaffirming the principles and purposes of the Charter of the United Nations;

Recalling the nine core International Human Rights Instruments adopted by the United Nations, and the eight fundamental Conventions adopted by the International Labour Organization;

Recalling also the Universal Declaration of Human Rights, as well as the Declaration on the Right to Development, the Vienna Declaration and Programme of Action, the Durban Declaration and Programme of Action, the UN Declaration on Human Rights Defenders, the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, and the ILO Convention 190 concerning the elimination of violence and harassment in the world of work, and recalling further the 2030 Agenda for Sustainable Development, as well as other internationally agreed human rights-relevant declarations;

Reaffirming the fundamental human rights and the dignity and worth of the human person, in the equal rights of men and women and the need to promote social progress and better standards of life in larger freedom while respecting the obligations arising from treaties and other sources of international law as set out in the Charter of the United Nations;

Stressing the right of every person to be entitled to a social and international order in which their rights and freedoms can be fully realized consistent with the purposes and principles of the United Nations as stated in the Universal Declaration of Human Rights;

Reaffirming that all human rights are universal, indivisible, interdependent, inter-related, inalienable, equal and non-discriminatory;

Upholding the right of every person to have effective and equal access to justice and remedy in case of violations of international human rights law or international humanitarian law, including the rights to non-discrimination, participation and inclusion;

Stressing that the primary obligation to respect, protect, fulfil and promote human rights and fundamental freedoms lie with the State, and that States must protect against human rights abuse by third parties, including business enterprises, within their territory or jurisdiction, or otherwise under their control, and ensure respect for and implementation of international human rights law;

Recalling the United Nations Charter Articles 55 and 56 on international cooperation, including in particular with regard to universal respect for, and observance of, human rights and fundamental freedoms for all without distinction of race, sex, language or religion;

Upholding the principles of sovereign equality, peaceful settlement of disputes, and maintenance of the territorial integrity and political independence of States as set out in Article 2 of the United Nations Charter;

Acknowledging that all business enterprises have the capacity to foster the achievement of sustainable development through an increased productivity, inclusive economic growth and job creation that protects labour rights and environmental and health standards in accordance with relevant international standards and agreements;

Underlining that all business enterprises, regardless of their size, sector, location, operational context, ownership and structure have the responsibility to respect all human rights, including by avoiding causing or contributing to human rights abuses through their own activities and addressing such abuses when they occur, as well as by preventing or mitigating human rights abuses that are directly linked to their operations, products or services by their business relationships;

Emphasizing that civil society actors and human rights defenders have an important and legitimate role in promoting the respect of human rights by business enterprises, and in preventing, mitigating and seeking effective remedy for business-related human rights abuses;

Recognizing the distinctive and disproportionate impact of business-related human rights abuses on women and girls, children, indigenous peoples, persons with

disabilities, migrants refugees, and other persons in vulnerable situation, as well as the need for a business and human rights perspective that takes into account specific circumstances and vulnerabilities of different rights-holders;

Emphasizing the need for States and business enterprises to integrate a gender perspective in all their measures, in line with the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, the Beijing Declaration and Platform for Action and other relevant international standards;

Taking into account all the work undertaken by the Commission on Human Rights and the Human Rights Council on the question of the responsibilities of transnational corporations and other business enterprises with respect to human rights, and all relevant previous Human Rights Council resolutions, including in particular Resolution 26/9;

Noting the role that the Guiding Principles on Business and Human Rights: Implementing the United Nations “Protect, Respect and Remedy” Framework has played in that regard;

Noting also the ILO Tripartite Declaration of Principles concerning Multinational Enterprises and Social Policy;

Desiring to clarify and facilitate effective implementation of the obligations of States regarding business-related human rights abuses and the responsibilities of business enterprises in that regard;

Hereby agree as follows:

Section I

Article 1. Definitions

For purposes of the present legally binding instrument:

1. “Victim” shall mean any persons or group of persons who individually or collectively have suffered harm, including physical or mental injury, emotional suffering, or economic loss, or substantial impairment of their human rights, through acts or omissions in the context of business activities, that constitute human rights abuse. The term “victim” shall also include the immediate family members or dependents of the direct victim, and persons who have suffered harm in intervening to assist victims in distress or to prevent victimization. A person shall be considered a victim regardless of whether the perpetrator of the human rights abuse is identified,

apprehended, prosecuted, or convicted.

2. “Human rights abuse” shall mean any harm committed by a business enterprise, through acts or omissions in the context of business activities, against any person or group of persons, that impedes the full enjoyment of internationally recognized human rights and fundamental freedoms, including regarding environmental rights.

3. “Business activities” means any for profit economic or other activity undertaken by a natural or legal person, including State-owned enterprises, transnational corporations, other business enterprises, and joint ventures, undertaken by a natural or legal person. This will include activities undertaken by electronic means.

4. “Business activities of a transnational character” means any business activity described in paragraph 3 of this Article, when:

a. It is undertaken in more than one jurisdiction or State; or

b. It is undertaken in one State through any business relationship but a substantial part of its preparation, planning, direction, control, design, processing, or manufacturing, storage or distribution, takes place in another State; or

c. It is undertaken in one State but has substantial effect in another State.

5. “Business relationship” refers to any relationship between natural or legal persons to conduct business activities, including those activities conducted through affiliates, subsidiaries, agents, suppliers, partnerships, joint venture, beneficial proprietorship, or any other structure or contractual relationship as provided under the domestic law of the State, including activities undertaken by electronic means.

6. “Regional integration organization” shall mean an organization constituted by sovereign States of a given region, to which its member States have transferred competence in respect of matters governed by this (Legally Binding Instrument). Such organizations shall declare, in their instruments of formal confirmation or accession, their level of competence in respect of matters governed by this (Legally Binding Instrument), and they shall subsequently inform the depositary of any substantial modification to such competence.

Article 2. Statement of purpose

1. The purpose of this (Legally Binding Instrument) is:

a. To clarify and facilitate effective implementation of the obligation of States to respect, protect and promote human rights in the context of business activities, as well as the responsibilities of business enterprises in this regard;

b. To prevent the occurrence of human rights abuses in the context of business activities;

c. To ensure access to justice and effective remedy for victims of human rights abuses in the context of such business activities;

d. To facilitate and strengthen mutual legal assistance and international cooperation to prevent human rights abuses in the context of business activities and provide access to justice and effective remedy to victims of such abuses.

Article 3. Scope

1. Unless stated otherwise, this (Legally Binding Instrument) shall apply to all business enterprises, including but not limited to transnational corporations and other business enterprises that undertake business activities of a transnational character.

2. Notwithstanding Art 3.1 above, when imposing prevention obligations on business enterprises under this (Legally Binding Instrument), State Parties may establish in their law, a non-discriminatory basis to differentiate how business enterprises discharge these obligations commensurate with their size, sector, operational context and the severity of impacts on human rights.

3. This (Legally Binding Instrument) shall cover all internationally recognized human rights and fundamental freedoms emanating from the Universal Declaration of Human Rights, any core international human rights treaty and fundamental ILO convention to which a state is a party, and customary international law.

Section II

Article 4. Rights of Victims

1. Victims of human rights abuses in the context of business activities shall enjoy all internationally recognized human rights and fundamental freedoms.

2. Without prejudice to the paragraph above, victims shall:

a. be treated with humanity and respect for their dignity and human rights, and their safety, physical and psychological well-being and privacy shall be ensured;

b. be guaranteed the right to life, personal integrity, freedom of opinion and expression, peaceful assembly and association, and free movement;

c. be guaranteed the right to fair, adequate, effective, prompt and non-discriminatory access to justice and effective remedy in accordance with this (Legally Binding Instrument) and international law, such as restitution, compensation, rehabilitation, satisfaction, guarantees of non-repetition, injunction, environmental remediation, and ecological restoration;

d. be guaranteed the right to submit claims, including by a representative or through class action in appropriate cases, to courts and non-judicial grievance mechanisms of the State Parties;

e. be protected from any unlawful interference against their privacy, and from intimidation, and retaliation, before, during and after any proceedings have been instituted, as well as from re-victimization in the course of proceedings for access to effective remedy, including through appropriate protective and support services that are gender responsive;

f. be guaranteed access to information and legal aid relevant to pursue effective remedy; and,

g. be guaranteed access to appropriate diplomatic and consular means to facilitate access to effective remedy, especially in cases of business-related human rights abuses of a transnational character.

3. Nothing in this provision shall be construed to derogate from any higher level of recognition and protection of any human rights of victims or other individuals under international law or national law.

Article 5. Protection of Victims

1. State Parties shall protect victims, their representatives, families and witnesses from any unlawful interference with their human rights and fundamental freedoms, including prior, during and after they have instituted any proceedings to seek access to effective remedy.

2. State Parties shall take adequate and effective measures to guarantee a safe and enabling environment for persons, groups and organizations that promote and defend human rights and the environment, so that they are able to exercise their human rights free from any threat, intimidation, violence or insecurity.

3. State Parties shall investigate all human rights abuses covered under this (Legally Binding Instrument), effectively, promptly, thoroughly and impartially, and where appropriate, take action against those natural or legal persons found responsible, in accordance with domestic and international law.

Article 6. Prevention

1. State Parties shall regulate effectively the activities of all business enterprises domiciled within their territory or jurisdiction, including those of a transnational character. For this purpose States shall take all necessary legal and policy measures to ensure that business enterprises, including but not limited to transnational corporations and other business enterprises that undertake business activities of a transnational character, within their territory or jurisdiction, or otherwise under their control, respect all internationally recognized human rights and prevent and mitigate human rights abuses throughout their operations.

2. For the purpose of Article 6.1, State Parties shall require business enterprises, to undertake human rights due diligence proportionate to their size, risk of severe human rights impacts and the nature and context of their operations, as follows:

a. Identify and assess any actual or potential human rights abuses that may arise from their own business activities, or from their business relationships;

b. Take appropriate measures to prevent and mitigate effectively the identified actual or potential human rights abuses, including in their business relationships;

c. Monitor the effectiveness of their measures to prevent and mitigate human rights abuses, including in their business relationships;

d. Communicate regularly and in an accessible manner to stakeholders, particularly

to affected or potentially affected persons, to account for how they address through their policies and measures any actual or potential human rights abuses that may arise from their activities including in their business relationships.

3. State Parties shall ensure that human rights due diligence measures undertaken by business enterprises under Article 6.2 shall include:

a. Undertaking regular environmental and human rights impact assessments throughout their operations;

b. Integrating a gender perspective, in consultation with potentially impacted women and women's organizations, in all stages of human rights due diligence processes to identify and address the differentiated risks and impacts experience by women and girls;

c. Conducting meaningful consultations with individuals or communities whose human rights can potentially be affected by business activities, and with other relevant stakeholders, while giving special attention to those facing heightened risks of business-related human rights abuses, such as women, children, persons with disabilities, indigenous peoples, migrants, refugees, internally displaced persons and protected populations under occupation or conflict areas;

d. Ensuring that consultations with indigenous peoples are undertaken in accordance with the internationally agreed standards of free, prior and informed consent;

e. Reporting publicly and periodically on non-financial matters, including information about group structures and suppliers as well as policies, risks, outcomes and indicators on concerning human rights, labour rights and environmental standards throughout their operations, including in their business relationships;

f. Integrating human rights due diligence requirements in contracts regarding their business relationships and making provision for capacity building or financial contributions, as appropriate;

g. Adopting and implementing enhanced human rights due diligence measures to prevent human rights abuses in occupied or conflict-affected areas, including situations of occupation.

4. States Parties may provide incentives and adopt other measures to facilitate compliance with requirements under this Article by small and medium sized business enterprises conducting business activities.

5. State Parties shall ensure that effective national procedures are in place to ensure compliance with the obligations laid down under this Article, taking into consideration the potential human rights abuses resulting from the business enterprises' size, nature, sector, location, operational context and the severity of associated risks associated with the business activities in their territory or jurisdiction, or otherwise under their control, including those of transnational character.

6. Failure to comply with the duties laid down under Articles 6.2 and 6.3 shall result in commensurate sanctions, including corrective action where applicable, without prejudice to the provisions on criminal, civil and administrative liability under Article 8.

7. In setting and implementing their public policies with respect to the implementation of this (Legally Binding Instrument), State Parties shall act to protect these policies from the influence of commercial and other vested interests of business enterprises, including those conducting business activities of transnational character.

Article 7. Access to Remedy

1. States Parties shall provide their courts and State-based non-judicial mechanisms, with the necessary jurisdiction in accordance with this (Legally Binding Instrument) to enable victims' access to adequate, timely and effective remedy.

2. State Parties shall ensure that their domestic laws facilitate access to information, including through international cooperation, as set out in this (Legally Binding Instrument), and enable courts to allow proceedings in appropriate cases.

3. State Parties shall provide adequate and effective legal assistance to victims throughout the legal process, including by:

a. Making information available to victims of their rights and the status of their claims;

b. Guaranteeing the rights of victims to be heard in all stages of proceedings;

c. Avoiding unnecessary costs or delays for bringing a claim and during the disposition of cases and the execution of orders or decrees granting awards;

d. Providing assistance to initiate proceedings in the courts of another State Party in appropriate cases of human rights abuses resulting from business activities of a transnational character; and,

e. Ensuring that rules concerning allocation of legal costs at the conclusion of legal proceedings do not place an unfair and unreasonable burden on victims.

4. States Parties shall ensure that court fees and other related costs do not become a barrier to commencing proceedings in accordance with this (Legally Binding Instrument) and that there is a provision for possible waiving of certain costs in suitable cases.

5. State Parties shall ensure that the doctrine of forum non conveniens is not used by their courts to dismiss legitimate judicial proceedings brought by victims.

6. State Parties may, consistent with the rule of law requirements, enact or amend laws to reverse the burden of proof in appropriate cases to fulfil the victims' right to access to remedy.

7. State Parties shall provide effective mechanisms for the enforcement of remedies for human rights abuses, including through prompt execution of national or foreign judgements or awards, in accordance with the present (Legally Binding Instrument), domestic law and international legal obligations.

Article 8. Legal Liability

1. State Parties shall ensure that their domestic law provides for a comprehensive and adequate system of legal liability of legal and natural persons conducting business activities, domiciled or operating within their territory or jurisdiction, or otherwise under their control, for human rights abuses that may arise from their own business activities, including those of transnational character, or from their business relationships.

2. Liability of legal persons shall be without prejudice to the liability of natural persons.

3. Civil liability shall not be made contingent upon finding of criminal liability or its equivalent for the same acts.

4. States Parties shall adopt legal and other measures necessary to ensure that their domestic jurisdiction provides for effective, proportionate, and dissuasive criminal and/or administrative sanctions where legal or natural persons conducting business activities, have caused or contributed to criminal offences or other regulatory breaches that amount or lead to human rights abuses.

5. States Parties shall adopt measures necessary to ensure that their domestic law

provides for adequate, prompt, effective, and gender responsive reparations to the victims of human rights abuses in the context of business activities, including those of a transnational character, in line with applicable international standards for reparations to the victims of human rights violations. Where a legal or natural person conducting business activities is found liable for reparation to a victim of a human rights abuse, such person shall provide reparation to the victim or compensate the State, if that State has already provided reparation to the victim for the human rights abuse resulting from acts or omissions for which that legal or natural person conducting business activities is responsible.

6. State Parties may require legal or natural persons conducting in business activities in their territory or jurisdiction, including those of a transnational character, to establish and maintain financial security, such as insurance bonds or other financial guarantees to cover potential claims of compensation.

7. States Parties shall ensure that their domestic law provides for the liability of legal or natural or legal persons conducting business activities, including those of transnational character, for their failure to prevent another legal or natural person with whom it has a business relationship, from causing or contributing to human rights abuses, when the former legally or factually controls or supervises such person or the relevant activity that caused or contributed to the human rights abuse, or should have foreseen risks of human rights abuses in the conduct of their business activities, including those of transnational character, or in their business relationships, but failed to put adequate measures to prevent the abuse.

8. Human rights due diligence shall not automatically absolve a legal or natural person conducting business activities from liability for causing or contributing to human rights abuses or failing to prevent such abuses by a natural or legal person as laid down in Article 8.7. The court or other competent authority will decide the liability of such entities after an examination of compliance with applicable human rights due diligence standards.

9. Subject to their legal principles, States Parties shall ensure that their domestic law provides for the criminal or functionally equivalent liability of legal persons for human rights abuses that amount to criminal offences under international human rights law binding on the State Party, customary international law, or their domestic law. Regardless of the nature of the liability, States Parties shall ensure that the applicable penalties are commensurate with the gravity of the offence. States Parties shall individually or jointly advance their criminal law to ensure that the criminal offences covered in the listed areas of international law are recognized as such under their domestic criminal legislation and that legal persons can be held criminally or administratively liable for them. This article shall apply without prejudice to any other international instrument which requires or establishes the criminal or administrative

liability of legal persons for other offences.

10. The liability of legal persons under Article 8.9 shall be without prejudice to the criminal liability of the natural person who have committed the offences under the applicable domestic law.

11. State Parties shall provide measures under domestic law to establish the criminal or functionally equivalent legal liability for legal or natural persons conducting business activities, including those of a transnational character, for acts or omissions that constitute attempt, participation or complicity in a criminal offence in accordance with this Article and criminal offences as defined by their domestic law.

Article 9. Adjudicative Jurisdiction

1. Jurisdiction with respect to claims brought by victims, irrespectively of their nationality or place of domicile, arising from acts or omissions that result or may result in human rights abuses covered under this (Legally Binding Instrument), shall vest in the courts of the State where:

a. the human rights abuse occurred;

b. an act or omission contributing to the human rights abuse occurred; or

c. the legal or natural persons alleged to have committed an act or omission causing or contributing to such human rights abuse in the context of business activities, including those of a transnational character, are domiciled.

The above provision does not exclude the exercise of civil jurisdiction on additional grounds provided for by international treaties or national law.

2. Without prejudice to any broader definition of domicile provided for in any international instrument or domestic law, a legal person conducting business activities of a transnational character, including through their business relationships, is considered domiciled at the place where it has its:

a. place of incorporation; or

b. statutory seat; or

c. central administration; or

d. principal place of business; or

3. Where victims choose to bring a claim in a court as per Article 9.1, jurisdiction shall be obligatory and therefore that courts shall not decline it on the basis of forum non conveniens.

4. Courts shall have jurisdiction over claims against legal or natural persons not domiciled in the territory of the forum State, if the claim is closely connected with a claim against a legal or natural person domiciled in the territory of the forum State.

5. Courts shall have jurisdiction over claims against legal or natural persons not domiciled in the territory of the forum State if no other effective forum guaranteeing a fair trial is available and there is a sufficiently close connection to the State Party concerned.

Article 10. Statute of limitations

1. The State Parties to the present (Legally Binding Instrument) undertake to adopt any legislative or other measures necessary to ensure that statutory or other limitations shall not apply to the prosecution and punishment of all violations of international which constitute the most serious crimes of concern to the international community as a whole.

2. Domestic statutes of limitations applicable to civil claims or to violations that do not constitute the most serious crimes of concern to the international community as a whole shall allow a reasonable period of time for the investigation and commencement of prosecution or other legal proceedings, particularly in cases where the violations occurred in another State or when the harm may be identifiable only after a long period of time.

Article 11. Applicable law

1. Subject to the following paragraph, all matters of substance or procedure regarding claims before the competent court which are not specifically regulated in the (Legally Binding Instrument) shall be governed by the law of that court, including any rules of such law relating to conflict of laws.

2. Notwithstanding Art. 9.1, all matters of substance regarding human rights law relevant to claims before the competent court may, upon the request of the victim of a business-related human rights abuse or its representatives, be governed by the law of another State where:

a) the acts or omissions that result in violations of human rights covered under this (Legally Binding Instrument) have occurred; or

b) the natural or legal person alleged to have committed the acts or omissions that result in violations of human rights covered under this (Legally Binding Instrument) is domiciled.

Article 12. Mutual Legal Assistance and International Judicial Cooperation

1. States Parties shall make available to one another the widest measure of mutual legal assistance and international judicial cooperation in initiating and carrying out effective, prompt, thorough and impartial investigations, prosecutions, judicial and other criminal, civil or administrative proceedings in relation to all claims covered by this (Legally Binding Instrument), including access to information and supply of all evidence at their disposal that is relevant for the proceedings.

2. The requested State Party shall inform the requesting State Party, as soon as possible, of any additional information or documents needed to support the request for assistance and, where requested, of the status and outcome of the request for assistance. The requesting State Party may require that the requested State Party keep confidential the fact and substance of the request, except to the extent necessary to execute the request.

3. Mutual legal assistance and international judicial cooperation under this (Legally Binding Instrument) will be determined by the concerned Parties on a case by case basis.

a. Mutual legal assistance under this (Legally Binding Instrument) is understood to include, inter alia:

i Taking evidence or statements from persons;

ii Executing searches and seizures;

iii Examining objects and sites;

iv Providing information, evidentiary items and expert evaluations;

v Providing originals or certified copies of relevant documents and records, including government, bank, financial, corporate or business records;

vi Identifying or tracing proceeds of crime, property, instrumentalities or other things for evidentiary purposes;

vii Facilitating the voluntary appearance of persons in the requesting State Party;

viii Facilitating the freezing and recovery of assets;

ix Assisting and protecting victims, their families, representatives and witnesses, consistent with international human rights legal standards and subject to international legal requirements, including those relating to the prohibition of torture and other forms of cruel, inhuman or degrading treatment or punishment;

x Assisting in regard to the application of domestic law;

xi Any other type of assistance that is not contrary to the domestic law of the requested State Party.

b. International judicial cooperation under this (Legally Binding Instrument) is understood to include, inter alia: effective service of judicial documents; and provision of judicial comity consistent with domestic law.

4. In criminal cases covered under this (Legally Binding Instrument), and without prejudice to the domestic law of the involved State Parties,

a. With respect to criminal offences covered under this (Legally Binding Instrument), mutual legal assistance shall be provided to the fullest extent possible, in a manner consistent with the law of the requested Party and its commitments under treaties on mutual assistance in criminal matters to which it is Party.

b. In cases where such mutual assistance is related to the question of extradition, Parties agree to cooperate in accordance with this (Legally Binding Instrument), their national law and any treaties that exist between the concerned State Parties.

5. The competent authorities of a State Party may, without prior request, transmit and exchange information relating to criminal offences covered under this (Legally Binding Instrument) to a competent authority in another State Party where they believe that such information could assist the authority in undertaking or successfully concluding inquiries and criminal proceedings or could result in a request formulated by the latter State Party pursuant to this (Legally Binding Instrument). The transmission and exchange of information shall be without prejudice to inquiries and criminal proceedings in the State of the competent authorities providing the information, to guarantee the widest protection of human rights.

6. States Parties may consider concluding bilateral or multilateral agreements or arrangements whereby, in relation to matters that are subject of investigations, prosecutions or judicial proceedings under this (Legally Binding Instrument), the competent authorities concerned may establish joint investigative bodies. In the absence of such agreements or arrangements, joint investigations may be undertaken by agreement on a case-by-case basis. The States Parties involved shall ensure that the sovereignty of the State Party in whose territory such investigation is to take place, is fully respected.

7. State Parties shall designate a central authority that shall have the responsibility and power to receive requests for mutual legal assistance and either to execute them or to transmit them to the competent authorities for execution, in accordance with their domestic laws.

8. Any judgement of a court having jurisdiction in accordance with this (Legally Binding Instrument) which is enforceable in the State of origin of the judgement and is not subject to any appeal or review shall be recognized and enforced in any State Party as soon as the formalities required in that State Party have been completed, provided that such formalities are not more onerous and fees and charges are not higher than those required for the enforcement of domestic judgments and shall not permit the re-opening of the merits of the case. The enforcement in the requested State of criminal judgements shall be to the extent permitted by the law of that State.

9. Recognition and enforcement may be refused, only where:

a. the defendant furnishes to the competent authority or court where the recognition and enforcement is sought, proof that the defendant was not given reasonable notice and a fair opportunity to present his or her case; or

b. where the judgement is irreconcilable with an earlier judgement validly pronounced in the Party where its recognition is sought with regard to the same cause of action and the same parties; or

c. where the judgement is manifestly contrary to the ordre public of the Party in which its recognition is sought.

10. Mutual legal assistance or international legal cooperation under this article may be refused by a State Party:

a. if the human rights abuse in the context of business activities, including those of a transnational character, to which the request relates is not covered by this (Legally Binding Instrument); or

b. if it is contrary to the legal system of the requested State Party.

11. A State Party shall not decline to render mutual legal assistance or international judicial cooperation in a claim involving liability for harms or criminal offences, falling within the scope of this (Legally Binding Instrument) on the sole ground that the request is considered to involve fiscal matters or bank secrecy.

12. States Parties shall carry out their obligations under this Article in conformity with any treaties or other arrangements on mutual legal assistance or international judicial cooperation that may exist between them. In the absence of such treaties or arrangements, States Parties shall make available to one another, mutual legal assistance and international judicial cooperation to the fullest extent possible under domestic and international law.

Article 13. International Cooperation

1. States Parties shall cooperate in good faith to enable the implementation of their obligations recognized under this (Legally Binding Instrument) and the fulfilment of the purposes of this (Legally Binding Instrument).

2. State Parties recognize the importance of international cooperation, including financial and technical assistance and capacity building, for the realization of the purpose of the present (Legally Binding Instrument) and will undertake appropriate and effective measures in this regard, between and among States and, as appropriate, in partnership with relevant international and regional organizations and civil society. Such measures include, but are not limited to:

a. Promoting effective technical cooperation and capacity-building among policy makers, national human rights institutions, and operators, as well as users of domestic, regional and international grievance mechanisms;

b. Sharing experiences, good practices, challenges, information and training programs on the implementation of the present (Legally Binding Instrument);

c. Raising awareness about the rights of victims of business-related human rights abuses and the obligations of States under this (Legally Binding Instrument);

d. Facilitating cooperation in research and studies on the challenges, good practices and experiences in preventing human rights abuses in the context of business activities, including those of a transnational character;

e. Contribute, within their available resources, to the International Fund for Victims

referred to in Article 15.7 of this (Legally Binding Instrument).

Article 14. Consistency with International Law principles and instruments

1. States Parties shall carry out their obligations under this (Legally Binding Instrument) in a manner consistent with, and fully respecting, the principles of sovereign equality and territorial integrity of States and that of non-intervention in the domestic affairs of other States.

2. Notwithstanding Article 7.1 and Article 9, nothing in this (Legally Binding Instrument) entitles a State Party to undertake in the territory of another State the exercise of jurisdiction and performance of functions that are reserved exclusively for the authorities of that other State's jurisdiction.

3. Nothing in the present (Legally Binding Instrument) shall affect any provisions in the domestic legislation of a State Party or in any regional or international treaty or agreement that is more conducive to the respect, protection, fulfilment and promotion of human rights in the context of business activities and to guaranteeing the access to justice and effective remedy to victims of human rights abuses in the context of business activities, including those of a transnational character.

4. This (Legally Binding Instrument) shall not affect the rights and obligations of the State Parties under the rules of general international law with respect to State immunity and the international responsibility of States. Earlier treaties relating to the same subject matter as this (Legally Binding Instrument) shall apply only to the extent that their provisions are compatible with this (Legally Binding Instrument), in accordance with Article 30 of the Vienna Convention of the Law of the Treaties.

5. States Parties shall ensure that:

a. any existing bilateral or multilateral agreements, including regional or sub-regional agreements, on issues relevant to this (Legally Binding Instrument) and its protocols, including trade and investment agreements, shall be interpreted and implemented in a manner that will not undermine or limit their capacity to fulfill their obligations under this (Legally Binding Instrument) and its protocols, as well as other relevant human rights conventions and instruments.

b. Any new bilateral or multilateral trade and investment agreements shall be compatible with the State Parties' human rights obligations under this (Legally Binding Instrument) and its protocols, as well as other relevant human rights conventions and instruments.

Section III

Article 15. Institutional Arrangements

Committee

1. There shall be a Committee established in accordance with the following procedures:

a. The Committee shall consist, at the time of entry into force of the present (Legally Binding Instrument), (12) experts. After an additional sixty ratifications or accessions to the (Legally Binding Instrument), the membership of the Committee shall increase by six members, attaining a maximum number of eighteen members. The members of the Committee shall serve in their personal capacity and shall be of high moral standing and recognized competence in the field of human rights, public international law or other relevant fields.

b. The experts shall be elected by the State Parties, consideration being given to equitable geographical distribution, the differences among legal systems, gender balanced representation and ensuring that elected experts are not engaged, directly or indirectly, in any activity which might adversely affect the purpose of this (Legally Binding Instrument)

c. The members of the Committee shall be elected by secret ballot from a list of persons nominated by State Parties. They shall be elected for a term of 4 years and can be re-elected for another term. Each State Party may nominate one person from among its own nationals.

Elections of the members of the Committee shall be held at the Conference of State Parties by majority present and voting. At least four months before the date of each election, the Secretary-General of the United Nations shall address a letter to the State Parties inviting them to submit their nominations within two months. The Secretary-General shall prepare a list in alphabetical order of all persons thus nominated, indicating the State Parties which have nominated them, and shall submit it to the State Parties.

d. The initial election shall be held no later than six months after the date of the entry into force of this (Legally Binding Instrument). The term of six of the members elected at the first election shall expire at the end of two years; immediately after the first election, the names of these six members shall be chosen by lot by the chairperson of the meeting referred to in this Article.

e. If a member of the Committee dies or resigns or for any other cause can no longer perform his or her Committee duties, the State Party which nominated him or her shall appoint another expert from among its nationals to serve for the remainder of his or her term, subject to the approval of the majority of the States Parties.

f. The Committee shall establish its own rules of procedure and elect its officers for a term of two years. They may be re-elected.

g. The Secretary-General of the United Nations shall provide the necessary staff and facilities for the effective performance of the functions of the Committee under this (Legally Binding Instrument). The Secretary-General of the United Nations shall convene the initial meeting of the Committee. After its initial meeting, the Committee shall meet at such times as shall be provided in its rules of procedure.

h. With the approval of the General Assembly, the members of the Committee established under the present (Legally Binding Instrument) shall receive emoluments from United Nations resources on such terms and conditions as the Assembly may decide through the established procedures.

2. State Parties shall submit to the Committee, through the Secretary-General of the United Nations, reports on the measures they have taken to give effect to their undertakings under this (Legally Binding Instrument), within one year after the entry into force of the (Legally Binding Instrument) for the State Party concerned. Thereafter the State Parties shall submit supplementary reports every four years on any new measures taken and such other reports as the Committee may request.

3. The Secretary-General of the United Nations shall transmit the reports to all State Parties.

4. The Committee shall have the following functions:

a. Make general comments and normative recommendations on the understanding and implementation of the (Legally Binding Instrument) based on the examination of reports and information received from the State Parties and other stakeholders;

b. Consider and provide concluding observations and recommendations on reports submitted by State Parties as it may consider appropriate and forward these to the State Party concerned that may respond with any observations it chooses to the Committee. The Committee may, at its discretion, decide to include this suggestions and general recommendations in the report of the Committee together with comments, if any, from State Parties;

c. Provide support to the State Parties in the compilation and communication of information required for the implementation of the provisions of the (Legally Binding Instrument);

d. Submit an annual report on its activities under this (Legally Binding Instrument) to the State Parties and to the General Assembly of the United Nations;

e. [The Committee may recommend to the General Assembly to request the Secretary-General to undertake on its behalf studies on specific issues relating to the present (Legally Binding Instrument)].

Conference of States Parties

5. The States Parties shall meet regularly in a Conference of States Parties in order to consider any matter with regard to the implementation of the (Legally Binding Instrument), including any further development needed towards fulfilling its purposes.

6. No later than six months after the entry into force of the present (Legally Binding Instrument), the Conference of the States Parties shall be convened by the Secretary-General of the United Nations. The subsequent meetings shall be convened by the Secretary-General of the United Nations biennially or upon the decision of the Conference of States Parties.

International Fund for Victims

7. States Parties shall establish an International Fund for Victims covered under this (Legally Binding Instrument), to provide legal and financial aid to victims. This Fund shall be established at most after (X) years of the entry into force of this (Legally Binding Instrument). The Conference of Parties shall define and establish the relevant provisions for the functioning of the Fund.

Article 16. Implementation

1. State Parties shall take all necessary legislative, administrative or other action including the establishment of adequate monitoring mechanisms to ensure effective implementation of this (Legally Binding Instrument).

2. Each State Party shall furnish copies of its laws and regulations that give effect to this (Legally Binding Instrument) and of any subsequent changes to such laws and regulations or a description thereof to the Secretary-General of the United Nations, which shall be made publicly available.

3. Special attention shall be undertaken in the cases of business activities in conflict-affected areas including taking action to identify, prevent and mitigate the human rights-related risks of these activities and business relationships and to assess and address the heightened risks of abuses, paying special attention to both gender-based and sexual violence.

4. In implementing this (Legally Binding Instrument), State Parties shall address the specific impacts of business activities on while giving special attention to those facing heightened risks of human rights abuse within the context of business activities, such as women, children, persons with disabilities, indigenous peoples, migrants, refugees and internal displaced persons.

5. The application and interpretation of these Articles shall be consistent with international human rights law and international humanitarian law and shall be without any discrimination of any kind or on any ground, without exception.

Article 17. Relation with protocols

1. This (Legally Binding Instrument) may be supplemented by one or more protocols.

2. In order to become a Party to a protocol, a State or a regional integration organization must also be a Party to this (Legally Binding Instrument).

3. A State Party to this (Legally Binding Instrument) is not bound by a protocol unless it becomes a Party to the protocol in accordance with the provisions thereof.

4. Any protocol to this (Legally Binding Instrument) shall be interpreted together with this (Legally Binding Instrument), taking into account the purpose of that protocol.

Article 18. Settlement of Disputes

1. If a dispute arises between two or more State Parties about the interpretation or application of this (Legally Binding Instrument), they shall seek a solution by negotiation or by any other means of dispute settlement acceptable to the parties to the dispute.

2. When signing, ratifying, accepting, approving or acceding to this (Legally Binding Instrument), or at any time thereafter, a State Party may declare in writing to the Depositary that, for a dispute not resolved in accordance with paragraph 1 of this article, it accepts one or both of the following means of dispute settlement as compulsory in relation to any State Party accepting the same obligation:

(a) Submission of the dispute to the International Court of Justice;

(b) Arbitration in accordance with the procedure and organization mutually agreed by both State Parties.

3. If the State Parties to the dispute have accepted both means of dispute settlement referred to in paragraph 2 of this article, the dispute may be submitted only to the International Court of Justice, unless the State Parties agree otherwise.

Article 19. Signature, Ratification, Acceptance, Approval and Accession

1. The present (Legally Binding Instrument) shall be open for signature by all States and by regional integration organizations at United Nations Headquarters in New York as of (date).

2. The present (Legally Binding Instrument) shall be subject to ratification, acceptance or approval by signatory States and to formal confirmation by signatory regional integration organizations. It shall be open for accession by any State or regional integration organization which has not signed the (Legally Binding Instrument).

3. This (Legally Binding Instrument) shall apply to regional integration organizations within the limits of their competence; subsequently they shall inform the depositary of any substantial modification in the extent of their competence. Such organizations may exercise their right to vote in the Conference of States Parties with a number of votes equal to the number of their member States that are Parties to this (Legally Binding Instrument). Such right to vote shall not be exercised if any of its member States exercises its right, and vice versa.

Article 20. Entry into force

1. The present (Legally Binding Instrument) shall enter into force on the thirtieth day after the deposit of the [--] instrument of ratification or accession.

2. For each State or regional integration organization ratifying, formally confirming or acceding to the (Legally Binding Instrument) after the deposit of the [--] such instrument, the (Legally Binding Instrument) shall enter into force on the thirtieth day after the deposit of its own such instrument.

Article 21. Amendments

1. Any State Party may propose an amendment to the present (Legally Binding Instrument) and submit it to the Secretary-General of the United Nations. The Secretary-General shall communicate any proposed amendments to States Parties, with a request to be notified whether they favour a conference of States Parties for the purpose of considering and deciding upon the proposals. In the event that, within four months from the date of such communication, at least one third of the States Parties favour such a conference, the Secretary-General shall convene the conference under the auspices of the United Nations. Any amendment adopted by a majority of two-thirds of the State Parties present and voting in the Conference of the Parties shall be submitted by the Secretary-General to all State Parties for acceptance.

2. An amendment adopted and approved in accordance with this Article shall enter into force on the thirtieth day after the number of instruments of acceptance deposited reaches two-thirds of the number of State Parties at the date of adoption of the amendment. Thereafter, the amendment shall enter into force for any State Party on the thirtieth day following the deposit of its own instrument of acceptance. An amendment shall be binding only on those State Parties which have accepted it.

3. If so decided by the Conference of States Parties by consensus, an amendment adopted and approved in accordance with this Article which relates exclusively to the establishment of the Committee or its functions, and the Conference of States Parties shall enter into force for all State Parties on the thirtieth day after the number of instruments of acceptance deposited reaches two-thirds of the number of State Parties at the date of adoption of the amendment.

Article 22. Reservations

1. Reservations incompatible with the object and purpose of the present (Legally Binding Instrument) shall not be permitted.

2. Reservations may be withdrawn at any time.

Article 23. Denunciation

A State Party may denounce the present (Legally Binding Instrument) by written notification to the Secretary-General of the United Nations. The denunciation shall become effective one year after the date of receipt of the notification by the Secretary-General.

Article 24. Depositary and Languages

1. The Secretary-General of the United Nations shall be the depositary of the present (Legally Binding Instrument).
2. The Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish texts of the present (Legally Binding Instrument) shall be equally authentic.

In witness thereof the undersigned plenipotentiaries, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present (Legally Binding Instrument).

Créée en 1947 sous l'impulsion de René Cassin, la **Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH)** est l'**Institution nationale de promotion et de protection des droits de l'homme française, accréditée de statut A par les Nations unies.**

L'action de la CNCDH s'inscrit dans une quadruple mission :

- Conseiller les pouvoirs publics en matière de droits de l'homme ;
 - Contrôler l'effectivité des engagements de la France en matière de droits de l'homme et de droit international humanitaire ;
 - Assurer un suivi de la mise en oeuvre par la France des recommandations formulées par les comités de suivi internationaux et régionaux ;
- Sensibiliser et éduquer aux droits de l'homme.

L'indépendance de la CNCDH est consacrée par la loi. Son fonctionnement s'appuie sur le principe du pluralisme des idées. Ainsi, seule institution assurant un dialogue continue entre la société civile et les experts français en matière de droits de l'homme, elle est composée de 64 personnalités qualifiées et représentants d'organisations non gouvernementales issues de la société civile.

La CNCDH est le rapporteur national indépendant sur la lutte contre toutes les formes de racisme depuis 1990, sur la lutte contre la traite et l'exploitation des êtres humains depuis 2014, sur la mise en oeuvre des Principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme depuis 2017, et sur la lutte contre la haine et les discriminations anti-LGBTI depuis avril 2018.

20 Avenue Ségur - TSA 40 720 - 75334 PARIS Cedex 07

Tel : 01.42.75.77.09

Mail : cncdh@cncdh.fr

www.cncdh.fr



@CNCDH



@cncdh.france